

ARRÊTÉ DU MAIRE D'AMANCY N° 2025-112

Arrêté réglementant temporairement la circulation accordée à la société EIFFAGE Route Centre Est sur la route des Pâquis

Le Maire de la commune d'AMANCY,

VU les articles L 2213-1 à L2213-6 du C.G.C.T ;

VU les articles 131-12 et 131-13, R 610-3 et R 610-5 du Code pénal ;

VU le Code de la Route et notamment son livre IV,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L 131-3,

VU l'arrêté ministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU la demande présentée par l'entreprise EIFFAGE Route Centre Est en vue de réaliser des travaux de pose de bordures de trottoir,

VU la permission de voirie n°2025-111

VU les modalités d'exploitation arrêtées pour réaliser les travaux projetés,

CONSIDERANT la nécessité de réaliser les travaux évoqués supra,

CONSIDERANT qu'il convient d'exécuter ces travaux dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour les usagers de la route que pour les entreprises y intervenant,

CONSIDERANT que, dans ces conditions, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur la section de la route des Pâquis à partir du numéro 380 sur une longueur d'environ 200 mètres linéaires.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

Du 12 au 26 septembre 2025, la circulation des véhicules de toutes catégories sur la route des Pâquis à partir du numéro 380 sur une longueur d'environ 200 mètres linéaires se fera par sens alternés, réglés par feux tricolores.

ARTICLE 2

La vitesse de tous les véhicules sera limitée à 30 km/h sur l'emprise du chantier, et les dépassements y seront interdits, quel que soit le nombre de voies laissées libres à la circulation.

L'accès aux riverains et aux véhicules de secours et d'incendie sera maintenue.

ARTICLE 3

La signalisation et le balisage du chantier seront mis en place et entretenus par l'entreprise chargée des travaux, sous le contrôle des services municipaux.

ARTICLE 5

Les infractions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la loi par la Gendarmerie et tout autre agent compétent.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté, qui sera affiché à la porte de la mairie et sur place, sera transmise à :

La société EIFFAGE Route Centre Est
Proximité
CCPR

Fait à AMANCY le 12 septembre 2025

**Le Maire,
Dominique DOLDO.**

*Certifié exécutoire
Affiché le 12 septembre 2025*

